

Les chefs d'Etat de l'EAC très laconiques sur la crise au Burundi

RFI, 02-02-2019 Le sommet des chefs des Etats membres de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'est, l'EAC a finalement eu lieu vendredi 1er février à Arusha dans le nord de la Tanzanie, après deux reports successifs dus notamment à un boycott du président burundais Pierre Nkurunziza.

Tout le monde, les Burundais, l'ONU, l'Union africaine attendait impatiemment la décision qui allait être prise sur la suite à donner à un dialogue interburundais en panne depuis trois ans. Leur réponse a été plutôt évasive. Cette fois, le Burundi était représenté par le premier vice-président Gaston Sindimwo, aux côtés notamment des présidents de l'Ouganda et président sortant de l'organisation, de celui du Kenya, du pays hôte et du président rwandais Paul Kagame, qui n'y avait pas mis les pieds depuis au moins deux ans. Un petit paragraphe, le point 21 de leur communiqué, se contente de remercier le facilitateur Benjamin Mkapa pour son travail et annonce la poursuite des consultations sur ce cas. Explication de texte selon un haut diplomate est-africain : « Mkapa s'est retiré définitivement en tant que facilitateur et les chefs d'Etat principalement Museveni d'Ouganda, Magufuri de Tanzanie et Kenyatta du Kenya vont continuer des consultations directes avec le président Pierre Nkurunziza », afin de trouver une solution à la crise burundaise, mais sans plus de décisions. « Le dossier Burundi vient pratiquement d'être enterré, mais l'EAC veut garder la main sur le sujet malgré les demandes de l'Union africaine », tranche de son côté un autre diplomate. Dans ce sommet, la surprise est plutôt venue du président rwandais Paul Kagame, qui a décidé de prendre la tête de l'organisation est-africaine pour une année, alors qu'un de ses proches avait annoncé il y a quelques semaines qu'il allait céder son tour au président kényan, à cause d'un calendrier chargé. Que s'est-il passé ? Qu'est-ce qu'il y a derrière cette décision ? Pas d'explication officielle pour ce revirement, mais il pourrait se justifier selon l'une de nos deux sources si l'on se souvient que le Rwanda est en froid avec deux des pays membres, l'Ouganda et le Burundi. Le premier vice-président burundais aurait d'ailleurs tenté de mettre sur le tapis « la crise Burundi-Rwanda », il n'a pas eu de réponse assurée-t-elle.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});